

Les historiens dans la commémoration de la Première Guerre mondiale : acteurs sociaux à la frontière de la mémoire et de l'histoire. (D. Balmin)

Le débat historiographique – et particulièrement depuis une trentaine d'années – a toujours été animé par la volonté de déterminer les frontières entre histoire et mémoire. Le centenaire de la Première Guerre mondiale, comme avant lui d'autres commémorations nationales, est un événement social qui permet d'interroger au grand jour ces frontières, tant dans le champ scientifique que social. Il est surtout l'occasion non pas de ranimer le débat épistémologique entre histoire et mémoire que d'étudier l'action des historiens patentés dans le mécanisme commémoratif et leur comportement face à cette frontière histoire/mémoire. Autrement dit comment les producteurs de savoir historique prennent place dans une action publique dont l'objectif est avant tout de mettre en scène les mémoires de la Première Guerre mondiale. Cette communication a donc pour ambition de décrire en temps de commémoration publique la *praxis* des historiens et par là de comprendre comment se vit et se pense la frontière entre mémoire et histoire.

Pour élaborer cette description, j'essaierai d'analyser ma propre expérience d'historien mis au service de la commémoration par mon statut de conseiller à la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, mission interministérielle du gouvernement français. Et à la manière d'une observation participante, je tenterai de construire une ébauche d'ethnographie des historiens face à une commémoration qui éclaire et brouille publiquement les frontières entre histoire et mémoire.

Mémoire et usages politiques des traités de paix de 1918-1920 en Ukraine occidentale à travers le cimetière Lychakiv à Lviv. (Thomas Chopard)

Le cimetière Lychakiv est l'un des hauts lieux touristiques de la ville de Lviv, capitale de l'Ukraine occidentale. La région et la ville sont l'incarnation par excellence des glissements de souveraineté et des indépendances nationales. Elles furent au début XX^e siècle aux confins de l'Autriche-Hongrie. La ville est à majorité polonaise et juive, encerclée de campagnes à écrasante majorité ukrainienne.

Le traité de Brest-Litovsk est signé le 3 mars 1918, par les empires centraux, la Russie soviétique et la jeune Ukraine indépendante dont les revendications ne concernent pas encore la région austro-hongroise mais qui grâce au traité fait son entrée dans le jeu international. La ville devient toutefois un haut lieu de l'agitation nationaliste ukrainienne. 1918 est donc un premier temps d'affirmation de l'indépendance ukrainienne et de l'amputation – selon le pouvoir à Kiev – du territoire. D'où mise en avant et reprise dans les manuels scolaires notamment, comme moment fort de l'histoire de l'Ukraine, dans une téléologie qui place l'Etat-nation comme aboutissement de l'histoire. Brest-Litovsk est ainsi présenté comme le moment fondateur, le premier acte souverain de l'Ukraine indépendante ; à partir de là, l'histoire – d'une Ukraine soviétique et dépendante – peut s'écrire comme une longue persécution.

La chute de l'empire austro-hongrois modifie la situation de Brest-Litovsk. La région hier

rattachée à Vienne est revendiquée par Kiev et par la nouvelle Pologne indépendante, assurée par l'Entente et les vainqueurs de la Grande Guerre de son bon droit. Cela n'empêche l'éphémère proclamation d'une république ukrainienne occidentale indépendante, bientôt rattachée la République ukrainienne issue des décombres de l'empire russe. La fin 1918 marqua donc la promesse d'une « grande Ukraine » rassemblant l'ensemble des territoires multiethniques à majorité ukrainienne, en même temps que l'invasion – c'est l'expression généralement employée – du pays à l'est par le bolchevisme russe et à l'ouest par la Pologne. La promesse est vite déçue. L'Ukraine indépendante est balayée par les armes. Et en 1920, le traité de Riga signé par la Pologne et les républiques soviétiques entérine l'attribution de Lviv à la Pologne indépendante qui pratique en parallèle une politique agressive de colonisation polonaise des campagnes ukrainiennes. Le nouveau partage de la Pologne suite au pacte germano-soviétique permet un glissement de l'Ukraine vers l'ouest et l'annexion de l'Ukraine occidentale et d'autres régions – définitive après 1945.

L'Ukraine post-soviétique a donc hérité en 1991 du grand cimetière de Lviv abritant les cimetières et monuments militaires érigés après 1918, avec ce paradoxe que l'Etat ukrainien devenu indépendant abrite des lieux de mémoire et de célébration patriotique d'une victoire polonaise... sur les partisans d'une Ukraine indépendantiste dont se revendique celle d'aujourd'hui.

Le plus éminent est le « Cimetière des aiglons », projeté dès 1919, à la gloire jeunesses nationalistes polonaises de Lviv mortes pendant les combats avec les indépendantistes ukrainiens. Il est finalement inauguré en 1921 : 3000 tombes sont surmontées d'une chapelle à dôme catholique. A côté, deux monuments saluent l'action de Français et d'Américains ayant combattu lors des guerres d'indépendance polonaises. Malgré les détériorations et un abandon délibéré à l'époque soviétique, le cimetière a survécu. Les tombes sont rénovées et réaménagées en 2005, pour saluer le pas en avant diplomatique de la Pologne lors de la « révolution orange ». Les présidents ukrainien et polonais célèbrent la nouvelle ouverture (entre autres gestes). Le président ukrainien Iouchenko : « Sans Ukraine libre, il n'est pas de Pologne libre et sans Pologne libre, il n'est pas d'Ukraine indépendante ».

Les contentieux territoriaux et surtout les arguments ethniques déployés à la faveur des traités sont gommés au profit d'une idée abstraite des nations polonaise et ukrainienne, presque hors-sol. Hors-sol et surtout hors personnes, car la question des personnes – et notamment des violences interethniques et des déplacements de populations – est entièrement effacée. Parce que la focalisation sur les populations forcerait à considérer l'espace de l'Ukraine occidentale comme un territoire multiethnique.

Les échanges de populations post-1918 concernent dans l'extrême majorité des cas des Juifs. Or aucun pouvoir actuel ne revendique cet héritage culturel.

Et parce que la question de la présence polonaise (passée) en Ukraine occidentale est extrêmement problématique. D'une part, elle est presque totalement oubliée (Portnov cite des études sociologiques montrant que près de la moitié de la population de Volhynie ignore que des Polonais vivaient là). Ensuite, ces minorités polonaises ont été nettoyées ethniquement dans les campagnes par l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) en 1943.

Retour au cimetière de Lviv. Seul rajout lors de la rénovation de 2005 : la présence d'une plaque discrète en mémoire des fusiliers de la Sitch de 1918 : brigades ukrainiennes nationalistes recrutées dans les anciennes armées austro-hongroises... et qui se sont notamment battues contre les Polonais. Or, qu'est-ce qui unit Pologne et Ukraine indépendantiste ? L'antibolchevisme et la lutte contre les républiques soviétiques en 1920.

On assiste à un usage politique du passé à plusieurs échelons. La mémoire de l'antibolchevisme sert à rapprocher Pologne et Ukraine, notamment dans un souci très

politique d'éloignement de la Russie. D'où la rénovation du cimetière polonais par l'Etat ukrainien.

Mais lorsque l'échelon est national, le président Iouchenko a mis en place une forme de consensus où l'Ukraine est célébrée comme unie et réconciliée malgré ses divisions. Nationalistes antibolcheviques et armées rouges se sont battus *pour* l'Ukraine, malgré des camps opposés. (Les combattants nationalistes antisoviétiques sont notamment reconnus comme vétérans de guerre.) Et cette posture est aussi adoptée par les tenants d'un discours « prosoviétique ». La mise en avant des communistes ukrainiens, permet aussi le rejet des répressions sur le Kremlin, Moscou, le NKVD/KGB, etc.

Régionalement à Lviv, la mémoire porte surtout sur l'UPA : elle est celle de l'Ukraine occidentale antisoviétique, mais elle n'existe pas à l'est et peu au niveau national. Le manque de consensus mémoriel sur le passé du XX^e siècle en Ukraine n'a pas tant été source de conflits internes que d'une diversité dans laquelle certains thèmes, certains événements, sont utilisés au gré des situations. Mais la mémoire régionale court-circuite parfois la nationale ou l'internationale. L'usage politique « abstrait » des indépendances de 1918 rentre notamment en concurrence dans le cimetière de Lichakiv avec un autre cimetière militaire voisin, rénové en même temps que celui des Aiglons : le cimetière de la Division Galicie (division SS, et surtout à la base de nombreux corps de l'UPA). La revendication de l'indépendance est en partielle concurrence avec celle d'un ethno-nationalisme dont l'un des faits d'arme fut le massacre des minorités polonaises de Volhynie.

Dans l'ensemble, c'est néanmoins le discours régional qui prévaut, aussi pour des questions matérielles (les monuments, musées, commémorations sont organisées à l'échelon régional ou municipal). Dans ce paysage de divisions mémorielles, 1918 apparaît comme un des rares moments de consensus national(iste), mais au prix d'une complète abstraction.

La mémoire conflictuelle de la Grande Guerre sous Weimar. Dissensus national et zone frontalière. (Nicolas Patin)

L'histoire politique et diplomatique a bien montré qu'il existait, durant la République de Weimar, un relatif consensus – négatif – à propos des conditions du traité de Versailles : il était impossible, même à gauche, de ne pas s'opposer au *diktat* et le « pacifisme » était souvent considéré comme un « passivisme ». De même, la question de l'entrée en guerre, de la responsabilité dans le déclenchement du conflit (*Kriegsschuldfrage*), qui répondait au fameux article 231 du traité de Versailles, faisait consensus : il fallait le courage d'un Kurt Eisner, au début de la République, pour reconnaître la responsabilité unique de l'Allemagne. Il fut l'un des seuls à oser dénoncer le « mythe de la non culpabilité allemande » (*Kriegsunschuldslgende*). Les causes de la défaite, en revanche, étaient plus débattues : si la vision commune voulait que l'Allemagne ait réellement perdu, contre un véritable « monde d'ennemi », l'extrême droite agita sans cesse contre le « coup de poignard dans le dos » (*Dolchstoßlegende*), rendant l'arrière responsable de la défaite. Et pas n'importe quel arrière : celui des révolutionnaires, des socialistes et des Juifs.

Qu'en est-il de la mémoire de la guerre en elle-même ? De l'expérience de guerre, en dehors des grands débats qui agitent l'entrée en guerre, la sortie de guerre, les traités ? L'historiographie récente a montré qu'à partir des analyses de George L. Mosse sur la « brutalisation du champ politique allemand », qui donnaient une image relativement uniforme de la mémoire de la guerre, il existait en réalité un dissensus national fort, des « commémorations contestées » (B. Ziemann, 2013) et une mémoire profondément clivée (E. Julien, 2009). Un fort courant pacifiste existait sous Weimar, et les associations d'anciens

combattants, si elles étaient pléthore à droite (*Stahlhelm* notamment) étaient confrontées, sur la gauche, à des mouvements tout aussi forts, comme la *Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold*. Si le mouvement pacifiste ne pouvait pas s'exprimer sur les grandes questions diplomatiques, les conflits de mémoire n'étaient pas absents des instances politiques centrales, la composition sociale de l'Assemblée, par exemple, recoupant celle de la hiérarchie sociale du front (N. Patin, 2014).

Dans ce renouvellement historiographique, une question est cependant relativement peu traitée : celle des frontières, des marges. En quelle mesure les territoires perdus en 1919 participent-ils de ce dissensus national ? L'historiographie diplomatique et politique a déjà bien montré la manière dont les instances centrales s'emparent de ce sujet pour l'insérer dans un discours politique de remise en cause du traité de Versailles ? Mais comment les territoires mêmes produisent-ils un discours mémoriel ? Au-delà de la question de la défaite, comment expliquer que les territoires de l'Est, entre autres, aient été producteurs de radicalité politique (R. Bessel, 1984) ? Comment est perçue la « guerre continuée » (R. Gerwarth, J. Horne, 2012) ? En quelle mesure ces voix régionales ajoutent-elles leurs discordances aux conflits nationaux ?

« Du bannissement à la résurgence - la mémoire de la guerre roumano-hongroise (1919) - de l'époque stalinienne au post-communisme ». (F. Turcanu)

Le conflit armé qui a opposé la Roumanie à l'éphémère République soviétique hongroise dans le sillage de la Première Guerre Mondiale (avril-août 1919) et qui s'est achevé avec l'entrée, fortement symbolique, de l'armée roumaine dans Budapest, a engendré un des points obscurs de la mémoire de la Grande Guerre et de ses suites dans la Roumanie communiste. Si le stalinisme historiographique initial du régime - appuyé sur l'interprétation léniniste de la « guerre impérialiste » et de « l'interventionnisme » antibolchévique - a imposé une lecture qui condamnait sommairement et sans appel cet épisode, la campagne de l'armée roumaine contre l'armée de Béla Kun fut une « patate chaude » mémorielle durant une bonne partie de la période Ceausescu avant d'être progressivement « réhabilitée » - dans le cadre bien contrôlé du discours historiographique - pendant les dernières années du dictateur.

Ce n'est qu'avec la libération de la parole mémorielle et la résurgence des tensions roumano-hongroises au début des années 1990 que l'événement refait son entrée dans la conscience et le débat public. A cette époque la mémoire de ce prolongement local de la Première Guerre mondiale devient le terrain que se partagent la reconstitution historique, la recomposition des mémoires locales dans la proximité de la frontière occidentale de la Roumanie et les discours d'un triomphalisme nationaliste qui renouent avec le vieux thème de l'entre-deux-guerres, celui de la « revanche historique » prise, en 1919, contre l'« ennemi héréditaire » hongrois.

Du refoulement à la redécouverte du front de bataille de l'Isonzo. (M. Verginella)

Après 1918, suite à la Grande Guerre, le nouvel Etat yougoslave trouvait difficile de célébrer, à la fois la victoire et la défaite. Les victoires serbes rappelaient aux soldats de nationalité slovène et croate, qui ont combattu dans l'armée de l'Autriche-Hongrie, la retraite et la défaite. Leur courage et leurs actions assumaient, dans le nouveau contexte géopolitique, une connotation de trahison de la patrie. La situation était plus facile pour les volontaires yougoslaves, parmi lesquels les Slovènes étaient peu nombreux. Trop peu, de toute façon, pour que leur expérience de guerre ait été reconnue par l'ensemble de la société slovène de l'après-guerre, et soit devenue le centre des pratiques officielles de commémoration. À la différence de nombreux états européens, victorieux ou vaincus, dans le territoire slovène du Royaume de Yougoslavie, la compassion pour les victimes de la Grande Guerre était chassée

de la sphère publique et marginalisée, et la tâche de garder le souvenir de la Grande Guerre confiée aux familles et aux communautés locales.

Dans le territoire qui était le théâtre des batailles d'Isonzo, et qui fut occupé, après la guerre, par l'armée italienne, la situation des soldats autrichiens de nationalité slovène et italienne était particulièrement difficile. Déjà pendant la guerre, les Italiens, les Allemands, les Autrichiens ont commencé à ériger des monuments à leurs morts. Après la guerre, ce territoire est devenu l'endroit privilégié des pratiques commémoratives et du culte des morts tombés pour la patrie, effectués par l'Etat Italien dans le but d'affirmer l'identité italienne de ce territoire de frontières multinationales, où vivait plus de 400.000 Slovènes. La construction des monuments importants et des ossuaires était au cœur de la sacralisation italienne de la Grande Guerre, de laquelle étaient exclus les membres des minorités slovènes et croates, ainsi que tous ces Italiens qui ont combattu du côté autrichien.

Dans l'essai, nous examinons les raisons du silence autour de la Première Guerre mondiale et des batailles de l'Isonzo ; silence que de rares publications de journaux de guerre et de mémoires ne réussissaient pas à briser. Ce silence peut être vu comme une conséquence de la dissolution de l'Autriche-Hongrie, de l'inclusion des Slovènes dans le nouvel Etat yougoslave, mais résulte aussi de la perte de territoire, cédé au Royaume d'Italie. Dans ce contexte, il n'est pas négligeable que les premières évaluations du patrimoine de la guerre et les premières analyses historiques de la Grande Guerre aient été faites par des historiens amateurs et des auteurs qui ont vécu dans ce territoire sous la domination fasciste de l'entre-deux-guerres. Leurs travaux ont favorisé un changement de cap dans l'historiographie académique qui « ne réussissait pas à se défaire de l'impression que le peuple slovène, faisant partie de la monarchie austro-hongroise, était l'instigateur de la Première Guerre mondiale, mais aussi le vaincu de cette guerre – et les vaincus n'étaient pas bien vus ni après la Première ni après la Deuxième Guerre mondiale (Svoljšak, 1993) ».

Malgré la multiplication de recherches historiques au cours des deux dernières décennies, en analysant non seulement l'histoire politique et nationale de la Première guerre mondiale, mais aussi ses aspects sociaux et culturels, nous pouvons constater que ce nouveau regard sur cette période est due principalement au travail du Musée de Kobarid (Caporetto), fondé en 1990, et de la Fondation *Poti Miru v Posočju* (Fondazione *Le vie della pace nell'Alto Isonzo*, Fondation *Les voies de la paix* dans le Haut Isonzo, fondée en 2000), et d'autres institutions ainsi que les particuliers travaillant en étroite collaboration avec l'environnement international et l'Italie.

La guerre de 14-18 dans l'espace linguistique italien : une guerre différente, une guerre paradoxale.

Côté italien, la guerre est-elle différente de celle des autres pays européens en 1914-18 ? Tout d'abord, il faut souligner qu'il est possible de parler d'au moins *deux* guerres italiennes. Du point de vue de l'histoire politique, la guerre est déclarée le 24 mai 1915 par le Royaume d'Italie contre l'Empire d'Autriche. Néanmoins, dans une perspective culturelle : la guerre des « italiens d'Autriche » l'est tout autant. Les sujets de langue italienne de l'Empire d'Autriche-Hongrie sont appelés sous les drapeaux à l'été 1914 et combattent pour la plupart, avec de très nombreuses pertes, sur le front de Galicie. On trouve déjà ici le premier paradoxe de cette guerre en territoire de langue italienne : le gouvernement de Rome se rallie à l'Entente. Il a pour but d'achever la mission du Risorgimento, soit l'unification des toutes les communautés italophones dans un seul État. Par ailleurs, cent dix mille « italiens » se battent pour l'Autriche, soit à partir de mai 1915, contre la soi-disant « patrie », le tout sans défection massive au moins jusqu'en 1917. Ce hiatus, apparemment insurmontable, restera néanmoins embarrassant pour la

plus part des historiens, de même que pour les stratégies nationales de la mémoire collective jusqu'aux dernières années du XXème siècle. Encore aujourd'hui l'historiographie a du mal à comprendre, dans une perspective synoptique, ces deux guerres italiennes. La majorité des monographies et des travaux de synthèses, exceptés ceux qui se focalisent sur l'histoire locale, à l'instar de ceux publiés à Trente et à Trieste à propos des anciennes « Terre Irredente », parlent en réalité de la guerre du Royaume d'Italie. Voilà pourquoi je propose d'adopter ici la catégorie d' « espace linguistique ». Je tenterai donc d'analyser les événements de 1914-18 à partir d'une nouvelle échelle qui tâchera d'intégrer toutes les communautés italophones - qu'elles fassent partie ou non de l'Etat national italien en 1914.

Un deuxième paradoxe est donné par le temps et les modalités de l'intervention du Royaume d'Italie. L'Italie, au contraire des autres puissances européennes, ne « glisse » pas dans la guerre, pour citer la célèbre formule de Lloyd George. Si au printemps 1915, il n'est plus possible de dire que l'on entre en guerre comme des somnambules, cela ne signifie pas que l'Armée italienne - et sa population - ne soient pas préparées à la surprise de la guerre moderne. Cadorna, chef de l'Etat major italien, et ses généraux semblent rééditer les mêmes erreurs tactiques que leurs collègues sur le front occidentale. Le seul véritable héritage de l'année de la neutralité est la guerre civile que les citoyens italiens combattent, partagés entre ceux qui veulent lutter contre les anciens alliés (*interventisti*) et ceux qui préfèrent rester au-dehors de la guerre (*neutralisti*) : non seulement il n'est pas question d'une Union Sacrée autour du choix de la guerre en Italie, mais on assiste plutôt à un conflit intérieur très violent qui va en accentuant les divisions.

Enfin, un troisième paradoxe est donné avec la sortie de la guerre. Après avoir gagné la première grande guerre de son histoire nationale, et après avoir achevé la mission du *Risorgimento*, l'Italie n'est pas capable de gérer une véritable démobilisation culturelle et souffre de l'obsession, plus encore que du mythe, d'une victoire « mutilée » : une perception qui ne correspond pas avec la situation réelle de 1919-20. L'Italie, seule parmi les puissances victorieuses, sort de la guerre, mais ne sachant comment rétablir la paix dans le pays, tombe dans la guerre civile.